



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 3 août 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, juin 2007

2

Les intentions de construction ont maintenu un rythme frénétique ce printemps, la valeur des permis de bâtir émis ayant affiché un autre bon bilan en juin après le sommet atteint en mai. Au total, les municipalités ont délivré pour 6,9 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de seulement 0,4 % par rapport à mai.

Les cinémas, 2005

7

Pour les amateurs canadiens de cinéma, le grand écran a perdu beaucoup de son attrait en 2005 : le nombre d'entrées au cinéma a fléchi, ce qui a nui à la rentabilité de l'industrie des cinémas, selon les données de l'Enquête sur les cinémas.

Nouveaux produits

10

Calendrier des communiqués : 6 au 10 août 2007

12



Communiqués

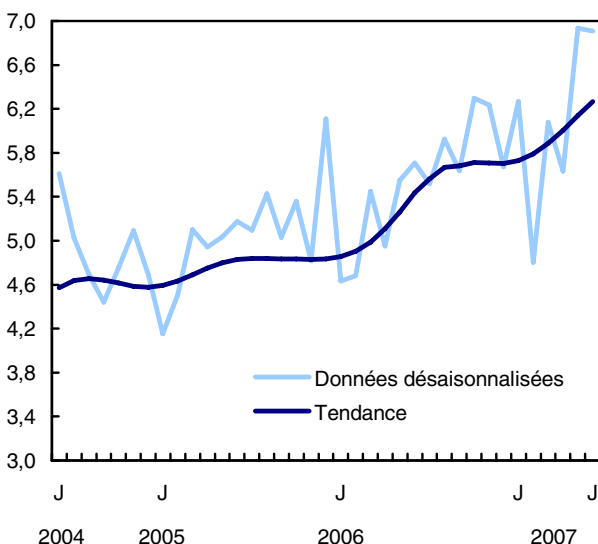
Permis de bâtir

Juin 2007

Les intentions de construction ont maintenu un rythme frénétique ce printemps, la valeur des permis de bâtir émis ayant affiché un autre bon bilan en juin après le sommet atteint en mai. Ces résultats consécutifs laissent présager une très grande activité sur les chantiers de construction pour les mois à venir.

La valeur totale des permis demeure très élevée

En milliards de dollars



Au total, les municipalités ont délivré pour 6,9 milliards de dollars de permis de bâtir en juin, en baisse de seulement 0,4 % par rapport à mai. Le nombre de permis délivrés en juin a été le deuxième en importance, n'ayant été dépassé qu'une seule fois auparavant, soit par le sommet atteint en mai.

Les accroissements enregistrés dans le secteur résidentiel ont été épongés par un recul des intentions de construction non résidentielle. La valeur des permis de construction non résidentielle a diminué de 10,0 % pour se fixer à 2,8 milliards de dollars, chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) du secteur ayant accusé un recul. Là encore, ce niveau n'avait été dépassé qu'une seule fois auparavant, soit en mai.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

Dans le secteur résidentiel, les intentions sont en hausse de 7,4 % et dépassent 4,1 milliards de dollars. Il s'agit de la deuxième fois seulement que la valeur des permis de construction résidentielle franchit la barre des 4 milliards de dollars, cette marque ayant été dépassée pour la première fois en décembre 2005.

La demande de logements neufs est demeurée nettement vigoureuse, un total de 21 515 logements neufs ayant été approuvés en juin, soit un niveau qui n'a été dépassé que deux fois depuis 1990.

La valeur totale des permis de bâtir au deuxième trimestre de 2007 constitue un sommet, les intentions de construction s'étant établies à 19,5 milliards de dollars, soit 13,6 % de plus qu'au premier trimestre de 2007. Une croissance trimestrielle considérable a été enregistrée dans les secteurs résidentiel (+12,9 %) et non résidentiel (+14,5 %).

Secteur de l'habitation : Les permis de construction de logements multifamiliaux sont un facteur d'entraînement

Les municipalités ont approuvé pour 1,6 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux, soit 14,2 % de plus qu'en mai. Il s'agit du deuxième niveau le plus élevé jamais observé. Le nombre de logements multifamiliaux approuvés a augmenté de 18,3 % et a atteint 11 726, prolongeant ainsi la tendance à la hausse amorcée en janvier.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est accrue de 3,3 % pour s'établir

à 2,5 milliards de dollars, soit le plus haut niveau jamais enregistré. Le nombre de logements unifamiliaux autorisés a légèrement progressé de 0,5 % pour se situer à 9 789. Après le recul observé depuis septembre 2006, la tendance du nombre de logements unifamiliaux autorisés est en progression depuis mai.

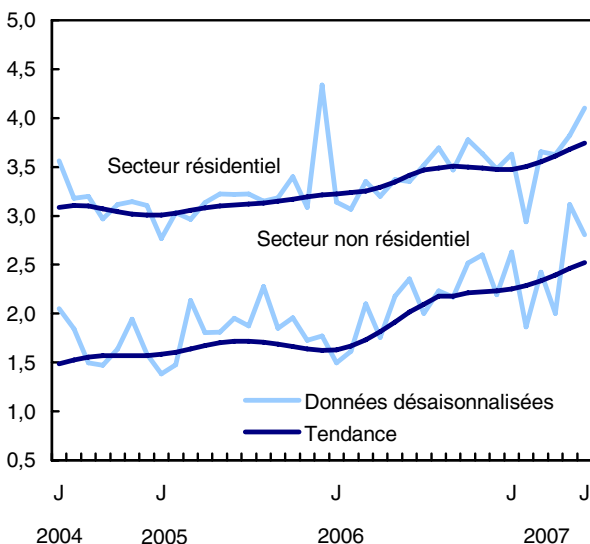
La vigueur de l'emploi, la croissance du revenu disponible, la faiblesse des taux d'inoccupation des appartements dans plusieurs centres et les options de financement attrayantes ont continué de stimuler la demande de logements.

La valeur des permis de construction résidentielle n'a augmenté que dans trois provinces. Les hausses considérables observées en Alberta et en Ontario ont été suffisantes pour permettre une augmentation globale de la valeur des permis de construction résidentielle, malgré les baisses enregistrées dans sept provinces.

La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté de 46,4 % en Alberta et a atteint un sommet de 983 millions de dollars, propulsée par une hausse de 166,3 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Plusieurs grands chantiers de construction d'appartements/immeubles en copropriété sont à l'origine de cette forte hausse. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a aussi connu une nette augmentation.

La valeur des permis résidentiels dépasse la barre des 4 milliards de dollars

En milliards de dollars



En Ontario, la valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue de 9,2 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars, soutenue par un bond

de 25,0 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

On note un important recul en Colombie-Britannique, où la valeur des permis a chuté de 12,6 % pour s'établir à 808 millions de dollars, en raison d'une forte baisse de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Le recul de cette composante est attribuable dans une large mesure à une diminution de la valeur moyenne des logements multifamiliaux approuvés.

D'un trimestre à l'autre, la valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue dans sept provinces au deuxième trimestre. À l'échelle nationale, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (+3,8 %, une valeur totale de 7,1 milliards de dollars) et multifamiliaux (+31,4 %, une valeur totale de 4,5 milliards de dollars) a atteint de nouveaux sommets en ce qui concerne la valeur trimestrielle, entraînant la valeur totale des permis de construction résidentielle à 11,6 milliards de dollars, soit 12,9 % de plus qu'au premier trimestre.

Les intentions de construction non résidentielle demeurent très élevées

La valeur des permis de construction non résidentielle a fléchi en juin par rapport à un niveau exceptionnellement élevé, la demande de locaux à bureaux à Calgary ayant gonflé les résultats en mai. Malgré un recul de 10,0 %, les 2,8 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle délivrés en juin constituaient un niveau qui n'avait été dépassé qu'une seule fois auparavant.

Si l'on exclut l'Alberta des chiffres nationaux, la valeur des permis de construction non résidentielle aurait progressé de 13,4 % en juin.

On observe des hausses considérables dans cinq provinces. L'Ontario a réalisé la plus forte augmentation (en dollars) parmi les provinces, un bond dans les permis de la composante commerciale ayant largement compensé les diminutions des composantes de la construction industrielle et institutionnelle.

En Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, le niveau affiché en juin a été le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré, grâce à des augmentations dans chacune des trois composantes non résidentielles. Au Québec, la forte augmentation de la valeur des permis de construction institutionnelle a porté la valeur des permis de construction non résidentielle à son plus haut niveau depuis mars 1998.

En Saskatchewan, le niveau atteint en juin est le plus élevé en près de 18 ans, grâce aux permis de construction commerciale.

Les intentions de construction dans la composante commerciale ont atteint 1,8 milliard de dollars en juin,

soit le deuxième niveau le plus élevé jamais observé, après un sommet de 2,1 milliards de dollars atteint en mai. Plusieurs grands projets répartis entre une grande variété de bâtiments, comme des établissements voués aux loisirs, des immeubles à bureaux, des hôtels, des magasins de vente au détail et des entrepôts, ont contribué à cet excellent résultat.

La tendance de la valeur des permis de construction commerciale est à la hausse depuis la fin de 2005, et la vigueur récente des résultats est, dans une large mesure, compatible avec le grand dynamisme du secteur de la vente au détail, la diminution des taux d'inoccupation des bureaux ainsi que la vigueur des bénéfices des sociétés.

Après avoir bondi de 78,6 % en mai, la valeur des permis de construction institutionnelle a diminué de 4,8 % en juin pour s'établir à 592 millions de dollars. Malgré ce recul, ce niveau dépasse toujours de 11,4 % le niveau mensuel moyen affiché depuis le début de 2007. Une hausse de la valeur des permis pour les écoles n'a pas été suffisante pour faire contrepoids aux reculs dans les projets pour les établissements médicaux et les maisons de soins.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a reculé de 7,4 % pour s'établir à 403 millions de dollars, après avoir progressé de 26,1 % en mai. Ce recul est imputable à la diminution des projets d'investissement pour les usines de fabrication. La valeur des permis de construction industrielle est en régression depuis la fin de 2006. Ce résultat est compatible avec le défi que l'appréciation du dollar canadien représente pour les fabricants.

D'un trimestre à l'autre, la valeur des permis de construction commerciale a atteint son plus haut niveau trimestriel jamais enregistré (5,2 milliards de dollars) au deuxième trimestre, soit 32,9 % de plus qu'au premier trimestre. La valeur trimestrielle des permis de construction industrielle (-15,2 %, une valeur totale de 1,2 milliard de dollars) et institutionnelle (-4,0 %, une valeur totale de 1,6 milliard de dollars) a diminué au cours de la même période.

Régions métropolitaines : La valeur des permis à Calgary demeure élevée

Parmi les 34 régions métropolitaines, 19 ont accusé un recul de la valeur totale de leurs permis de bâtir. Les plus fortes baisses sont survenues à Calgary, après que cette région eût franchi la barre du milliard de dollars de permis délivrés en mai. Le niveau inscrit en juin est le deuxième niveau le plus élevé jamais observé, soit un total de 697 millions de dollars de permis délivrés.

Le terrain perdu à Calgary a été repris par des hausses à Toronto et à Edmonton, attribuables dans chaque cas à des augmentations dans les composantes résidentielle et non résidentielle. On a aussi observé de fortes augmentations à Montréal et à Regina.

La valeur des permis à Edmonton et à Regina a, dans les deux cas, atteint de nouveaux sommets en juin.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juin 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de juillet sera diffusé le 6 septembre.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Mai 2007 ^r	Juin 2007 ^p	Mai à juin 2007	Janvier à juin 2006	Janvier à juin 2007	Janvier-juin 2006 à janvier-juin 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	29,0	28,1	-3,0	154,0	154,2	0,1
Halifax	43,1	71,2	65,2	328,9	292,6	-11,0
Moncton	31,7	32,1	1,0	104,1	125,8	20,9
Saint John	20,2	15,7	-22,3	79,4	131,9	66,0
Saguenay	25,9	35,0	35,3	92,1	96,4	4,7
Québec	109,9	145,0	32,0	572,6	695,9	21,5
Sherbrooke	22,6	29,3	29,5	184,3	149,4	-18,9
Trois-Rivières	37,5	30,7	-18,1	101,2	144,2	42,6
Montréal	541,7	611,3	12,8	2,872,6	3,181,9	10,8
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	196,1	183,8	-6,3	1,072,0	1,247,1	16,3
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	67,9	62,8	-7,5	229,9	306,1	33,2
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	128,2	121,0	-5,6	842,1	940,9	11,7
Kingston	17,3	45,1	161,2	139,5	126,7	-9,2
Peterborough	12,0	9,8	-18,4	79,9	49,6	-37,9
Oshawa	62,4	52,2	-16,3	446,2	356,2	-20,2
Toronto	936,6	1,231,8	31,5	5,032,9	6,207,8	23,3
Hamilton	124,9	71,6	-42,7	407,2	558,8	37,2
St. Catharines-Niagara	46,1	41,9	-9,0	242,6	218,4	-10,0
Kitchener	101,8	77,0	-24,4	518,3	425,6	-17,9
Brantford	22,0	15,7	-28,5	88,5	96,7	9,3
Guelph	30,6	24,0	-21,5	198,7	146,8	-26,1
London	92,6	115,4	24,6	474,3	478,4	0,9
Windsor	39,6	41,8	5,5	279,5	169,2	-39,5
Barrie	41,5	61,9	49,2	277,2	193,2	-30,3
Grand Sudbury	33,9	25,0	-26,1	89,4	206,7	131,1
Thunder Bay	11,3	4,3	-61,6	37,8	44,6	18,1
Winnipeg	83,6	79,2	-5,3	408,4	452,5	10,8
Regina	30,4	88,9	191,9	145,0	203,0	40,0
Saskatoon	60,7	54,9	-9,4	224,3	305,4	36,1
Calgary	1,065,4	697,2	-34,6	2,429,2	3,511,5	44,6
Edmonton	292,6	402,8	37,6	1,570,4	2,039,1	29,8
Kelowna	72,2	95,5	32,3	273,8	430,3	57,1
Abbotsford	28,5	16,0	-43,8	228,9	158,0	-31,0
Vancouver	831,4	791,7	-4,8	2,996,6	3,828,3	27,8
Victoria	93,1	100,2	7,7	345,3	565,0	63,6

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Mai 2007 ^r	Juin 2007 ^p	Mai à juin 2007	Janvier à juin 2006	Janvier à juin 2007	Janvier-juin 2006 à janvier-juin 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	6 935,9	6 906,4	-0,4	30 975,8	36 619,8	18,2
Résidentiel	3 820,7	4 102,2	7,4	19 481,3	21 778,1	11,8
Non résidentiel	3 115,2	2 804,2	-10,0	11 494,5	14 841,7	29,1
Terre-Neuve-et-Labrador	46,8	45,8	-2,2	224,8	257,7	14,6
Résidentiel	32,0	31,1	-2,9	164,5	173,0	5,2
Non résidentiel	14,7	14,6	-0,6	60,2	84,6	40,5
Île-du-Prince-Édouard	13,5	11,9	-12,0	102,5	76,5	-25,4
Résidentiel	10,1	8,8	-12,9	63,7	58,5	-8,2
Non résidentiel	3,3	3,0	-9,2	38,8	18,0	-53,6
Nouvelle-Écosse	108,3	123,8	14,3	632,5	597,2	-5,6
Résidentiel	67,4	57,0	-15,5	437,2	383,8	-12,2
Non résidentiel	40,9	66,8	63,4	195,3	213,4	9,3
Nouveau-Brunswick	96,4	80,5	-16,6	446,9	469,7	5,1
Résidentiel	45,5	55,7	22,4	259,0	256,0	-1,2
Non résidentiel	51,0	24,8	-51,4	187,9	213,7	13,7
Québec	1 140,8	1 175,3	3,0	5 548,5	6 254,6	12,7
Résidentiel	704,2	682,4	-3,1	3 656,0	3 944,2	7,9
Non résidentiel	436,6	492,8	12,9	1 892,5	2 310,4	22,1
Ontario	2 103,5	2 316,8	10,1	11 134,5	12 805,2	15,0
Résidentiel	1 212,8	1 324,7	9,2	6 903,7	7 080,8	2,6
Non résidentiel	890,7	992,1	11,4	4 230,8	5 724,4	35,3
Manitoba	153,1	122,2	-20,2	640,0	749,1	17,0
Résidentiel	81,3	80,0	-1,7	407,4	468,7	15,0
Non résidentiel	71,8	42,2	-41,2	232,6	280,4	20,5
Saskatchewan	119,1	177,0	48,6	510,2	704,5	38,1
Résidentiel	67,1	65,5	-2,3	216,4	387,1	78,9
Non résidentiel	52,1	111,5	114,1	293,7	317,4	8,0
Alberta	1 790,5	1 522,8	-15,0	6 252,3	7 979,3	27,6
Résidentiel	671,4	982,6	46,4	3 798,0	4 601,0	21,1
Non résidentiel	1 119,1	540,1	-51,7	2 454,3	3 378,3	37,7
Colombie-Britannique	1 343,9	1 305,5	-2,9	5 386,5	6 593,7	22,4
Résidentiel	923,8	807,6	-12,6	3 531,3	4 359,6	23,5
Non résidentiel	420,1	497,9	18,5	1 855,2	2 234,1	20,4
Yukon	9,6	3,5	-63,1	58,4	42,9	-26,6
Résidentiel	3,1	2,1	-31,9	21,2	16,6	-21,7
Non résidentiel	6,5	1,5	-77,7	37,2	26,3	-29,4
Territoires du Nord-Ouest	9,5	14,6	52,8	13,8	40,1	190,3
Résidentiel	1,1	3,9	239,7	7,7	6,8	-11,5
Non résidentiel	8,4	10,7	27,4	6,1	33,2	446,6
Nunavut	0,9	6,8	638,7	25,1	49,4	97,2
Résidentiel	0,9	0,7	-20,6	15,2	41,9	175,9
Non résidentiel	0,0	6,1	...	9,9	7,5	-24,1

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Les cinémas

2005

Pour les amateurs canadiens de cinéma, le grand écran a perdu beaucoup de son attrait en 2005 : le nombre d'entrées au cinéma a fléchi, ce qui a nui à la rentabilité de l'industrie des cinémas, selon les données de l'Enquête sur les cinémas.

L'analyse dans la présente publication est fondée sur les données d'enquête des établissements dont les revenus combinés représentent environ 95 % des revenus totaux de l'industrie.

Il s'est vendu un peu moins de 105,2 millions de billets dans les salles de cinéma, les ciné-parcs et les festivals du film en 2005, en baisse considérable de 7,8 % par rapport à 2004. Cette baisse a fait suite à la modeste hausse de 2,2 % enregistrée en 2004.

Selon le rapport annuel de 2005 de Cineplex Galaxy Income Fund, peu de films à grand succès ont été présentés pendant les mois très prometteurs de l'été 2005, ce qui peut avoir nui à l'intérêt et expliquer en partie la baisse du nombre d'entrées au cinéma. Parmi les autres facteurs, mentionnons le prix des billets et la popularité croissante des chaînes audiovisuelles domestiques meilleur marché, comme les lecteurs de DVD.

L'industrie des cinémas a enregistré un revenu total d'exploitation d'environ 1,2 milliard de dollars, en baisse de 5,3 % par rapport à 2004, alors que l'on a noté une légère augmentation de 1,3 % des dépenses d'exploitation. Les salaires et traitements ont progressé de 1,9 % de 2004 à 2005.

Les bénéfices d'exploitation n'ont donc atteint que 29 millions de dollars, ce qui représente un important recul par rapport aux 110 millions de dollars enregistrés en 2004. L'industrie a réalisé une marge bénéficiaire de 2,5 % en 2005 comparativement à 8,9 % en 2004.

En Ontario et au Québec, les salles de cinéma ont généré à peu près les deux tiers du revenu national total d'exploitation. Ce sont les cinémas de l'Ontario qui prédominaient au pays, ayant généré 40 % du revenu total d'exploitation en 2005. Les cinémas du Québec ont produit 20 % de ces revenus, alors que ceux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont enregistré 14 % pour chacune des provinces.

En Ontario, les cinémas ont réalisé une marge bénéficiaire de 4,8 %, ce qui dépasse la moyenne nationale. Cependant, les cinémas au Québec ont affiché une marge bénéficiaire négative (-12,6 %).

Les grandes chaînes prédominent dans l'industrie des cinémas

Les cinémas exploités par les cinq grandes chaînes de cinéma, classés en fonction de leurs revenus

Note aux lecteurs

Les données de 2005 ne devraient pas être comparées à celles déjà publiées pour l'Enquête sur les cinémas en raison de changements importants apportés à l'enquête. Toutefois, il est toujours possible de déterminer les principales tendances, car la présente publication comprend les données des deux années d'enquête précédentes, soit 2003 et 2004, présentées selon la méthodologie de 2005.

Les données sont maintenant recueillies à l'aide d'un échantillon et représentent 95 % du revenu total réalisé par l'industrie des cinémas. Des données administratives servent à comptabiliser les 5 % restants, mais on ne dispose que de statistiques financières choisies pour ces petites entreprises. La base de sondage est fondée sur une base de données centrale de Statistique Canada sur les entreprises qui ont été classées au moyen du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Dans cette publication, nous avons supprimé les données pour Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, ces données étant confidentielles en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique.

L'industrie des cinémas comprend les établissements dont l'activité principale est la présentation de films. Cette classification fondée sur les industries remplace la classification basée sur les activités utilisée précédemment par le Programme de la statistique culturelle. Certaines activités qui étaient antérieurement exclues de l'enquête sont maintenant comprises, comme l'ajout des festivals du film.

De plus, dans la structure du SCIAN, les données pour les ciné-parcs ne sont plus séparées des données des salles de cinéma. Pour faciliter la présentation des caractéristiques dans la présente publication, toute référence aux cinémas comprend les salles de cinéma, les ciné-parcs et les festivals du film.

Dans cette publication, l'expression «petits cinémas» fait référence à tous les cinémas dans l'ensemble du Canada, sauf les cinémas exploités par les cinq grandes chaînes de cinéma.

d'exploitation, prédominant dans l'industrie du point de vue des revenus, des dépenses et des profits, mais également par rapport au nombre d'entrées et aux revenus de concession.

Ces cinq grandes sociétés représentaient à peu près quatre cinquième du nombre total d'entrées en 2005. Cependant, ces cinémas ont connu une baisse du nombre d'entrées de l'ordre de 9,0 % pendant l'année, comparativement à une diminution minime de 0,5 % pour les petits cinémas.

Les cinq grandes chaînes ont également généré 81,4 % du revenu national total d'exploitation en 2005, en faible baisse par rapport aux 82,5 % enregistrés en 2004.

Les revenus d'exploitation pour ces grandes sociétés ont diminué de 6,7 % en 2005, comparativement à la baisse moyenne de 5,3 % pour l'ensemble de l'industrie.

En même temps, les dépenses d'exploitation ont augmenté légèrement de 0,3 % dans les grandes

chaînes, ce qui est bien inférieur à la moyenne de 1,3 % de l'industrie.

Malgré l'augmentation significative des dépenses, les grands cinémas ont donc vu leurs profits chuter de 77,5 % de 2004 à 2005, ce qui constitue une baisse légèrement plus importante que la moyenne de 73,5 % inscrite dans l'industrie des cinémas.

Les petits établissements de l'industrie des cinémas ont également enregistré une baisse de leurs profits, mais pour des raisons différentes de celles des grandes chaînes.

Les revenus d'exploitation de ces petites entreprises ont en fait augmenté de 0,8 % en 2005, comparativement à une baisse moyenne de 5,3 % pour l'ensemble de l'industrie.

Cependant, les dépenses d'exploitation de ces petites entreprises ont augmenté de 5,7 % en 2005, dépassant donc l'augmentation de 1,3 % enregistrée dans l'industrie. Il en a résulté une diminution de 53,2 % de leurs profits entre 2004 et 2005.

En 2004, les cinq grandes chaînes ont réalisé 83,6 % des bénéfices d'exploitation totaux de l'industrie. En 2005, ce pourcentage était passé à 71,1 %. En même temps, la part du total des profits réalisés par le reste de l'industrie des cinémas est passée de 16,4 % à 28,9 %.

Les revenus provenant de la vente d'aliments et de boissons ont suivi une tendance similaire. En tout, les revenus des concessions ont connu une baisse de 3,3 % qui les a fait passer à 334,2 millions de dollars au cours de la même période.

Les cinq grandes chaînes ont enregistré une baisse de 4,1 % des revenus générés par les concessions, tandis que les revenus des concessions ont augmenté de 4,5 % dans les petites salles de cinéma.

Cependant, les revenus générés par les concessions dans ces petits établissements ne représentaient que 6,1 % du total dans l'industrie.

Les Albertains sont les plus grands amateurs de cinéma

La fréquentation par habitant au Canada en 2005 était de 3,2 entrées en moyenne, selon les projections démographiques de l'année et le nombre d'admissions payées dans les salles de cinéma tiré de l'enquête.

Dans trois provinces seulement (l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan), la

fréquentation par habitant a dépassé la moyenne nationale.

Les résidents de l'Alberta sont les plus grands amateurs de cinéma au Canada : ils vont au cinéma 5,2 fois par année en moyenne. Ce vif intérêt pour le cinéma en Alberta est peut-être attribuable au revenu élevé par habitant et à une population plus jeune. L'Enquête sociale générale de 2005 a confirmé la tendance qui se dessine actuellement : les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont les cinéphiles les plus fervents.

Les Albertains étaient suivis des résidents de la Colombie-Britannique, qui sont allés au cinéma environ 3,6 fois en 2005, tandis que ceux de la Saskatchewan y sont allés 3,3 fois la même année.

Selon l'Enquête sur les dépenses des ménages, les dépenses relatives à la fréquentation de cinémas en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan ont augmenté entre 2004 et 2005. En même temps, les dépenses engagées par les résidents des provinces du Centre et de l'Est du Canada ont diminué.

Les ménages de l'Alberta ont dépensé en moyenne 126 \$ au cinéma, comparativement à 70 \$ pour les ménages du Nouveau-Brunswick.

Au Québec et au Nouveau-Brunswick, les dépenses des ménages au cinéma ont diminué de plus de 10 %. Ils sont suivis des ménages de la Nouvelle-Écosse (-7 %) et de l'Ontario (-6 %).

Au Canada, les amateurs de cinémas ont dépensé une moyenne de 3,18 \$ dans les concessions, en hausse de 5 % par rapport à 2004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2416.

Certains renseignements de l'Enquête de 2005 sur les industries de services : cinémas peuvent maintenant être consultés dans la publication *Cinémas et ciné-parcs : tableaux de données* (87F0009XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Ces tableaux comprennent une ventilation des données en fonction de la province.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'enquête ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daphne Bennett au 613-951-3429 (daphne.bennett@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

□

Certaines statistiques, y compris des données rétrospectives¹, pour l'industrie des cinémas

	2005	2004	2003
	Données rétrospectives ¹		
	en milliers de dollars		
Estimation pour l'industrie²			
Total des revenus d'exploitation	1 217 669	1 286 478	1 235 270
Total des dépenses d'exploitation	1 186 357	1 171 340	1 172 110
Salaires, traitements et avantages sociaux	181 127	177 812	168 555
	%		
Marge bénéficiaire d'exploitation	2,6	8,9	5,1
	en milliers de dollars		
Part de l'enquête²			
Total des revenus des entrées	757 898	829 094	808 619
Ventes d'aliments et de boissons	334 238	345 709	333 658
Tous autres revenus d'exploitation	77 697	61 137	44 465
Total des revenus d'exploitation	1 169 833	1 235 940	1 186 742
Salaires, traitements et avantages sociaux	171 515	168 376	159 610
Dépenses de location de films et versements de redevances	379 320	417 741	412 920
Coût des biens vendus	74 978	70 823	65 683
Toutes autres dépenses d'exploitation	515 045	469 477	488 944
Total des dépenses d'exploitation	1 140 858	1 126 417	1 127 157
Bénéfice d'exploitation	28 975	109 522	59 585
	nombre		
Exploitations des cinémas			
Nombre d'entrées payées (fréquentation)	105 190 134	114 050 875	111 639 269
Nombre d'écrans	2 826	2 779	2 745
	%		
Marge bénéficiaire d'exploitation	2,5	8,9	5,0

1. Des données rétrospectives sont disponibles afin de permettre la comparaison des données pour les années 2003 à 2005. Cela est nécessaire en raison des changements majeurs apportés à l'enquête, y compris l'utilisation d'une nouvelle base de sondage, la nouvelle définition pour l'industrie des cinémas, ainsi que l'utilisation d'une enquête par échantillonnage.

2. Les estimations des activités économiques sont fondées d'après un échantillon pondéré et ces estimations sont augmentées en se servant des données administratives pour les établissements dont les revenus sont inférieurs à un certain seuil et qui ne sont pas compris dans le plan d'échantillonnage. La partie couverte par l'enquête englobe seulement les données pour les établissements visés par l'enquête et sont pondérés parce que certaines unités de l'échantillon représentent un certain nombre d'autres établissements qui n'ont pas été sélectionnés dans l'échantillon. La partie couverte par l'enquête représente environ 95 % du total des revenus de l'industrie.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.



Nouveaux produits

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
août 2007

Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Cinémas et ciné-parcs : tableaux de données, 2005

Numéro au catalogue : 87F0009XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
- Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le même niveau que les années 1994 et 1995. - Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement ralentie.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Emplois sur les anticipations à court terme	10
Ajuster les données primaires, novembre 1997	11
Production d'or, avril 1997	11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 6 au 10 août 2007

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
9	Indice des prix des logements neufs	Juin 2007
10	Enquête sur la population active	Juillet 2007